

POLITICA E RELIGIONE

2015

Censo, ceto, professione Il censimento come problema teologico-politico

NICOLETTI M., <i>Presentazione</i>	3
FAITINI T., <i>Il censimento tra esegesi e teologia politica. Un inquadramento preliminare</i>	7
Sezione I	
Census, censimento, censura	
PRATO G.L., <i>I figli di Israele censiti per volontà divina. Polivalenza di una istituzione politica sanzionata dall'alto</i>	35
GIULIANI M., <i>La legge del mezzo sheqel nel pensiero rabbinico. Interpretazioni teologico-politiche della parashat sheqalim</i>	71
HUMM M., <i>Census, classes censitaires et statuts civiques à Rome sous la République</i>	87
COLLI A., <i>Il censimento di Cesare Augusto nelle esegesi di Ugo di St. Cher e Alberto Magno</i>	121
BIANCHIN L., <i>Census e censura, fiscalità e polizia nella prima età moderna</i>	141
Sezione II	
Professione e status	
FANTAPPIÈ C., <i>Professio status contractus. Dal monachesimo antico agli ordini mendicanti</i>	193

SPINI D., <i>Vocazione, professione, lavoro: dalla punizione all'autogoverno. Alcune linee di riflessione sul tema "vocazione e lavoro" nella Riforma protestante</i>	229
GHIA G., <i>Stand e Beruf. Un'endiadi dall'etica fichtiana</i>	247
GHIA F., <i>Censo e professione. Parallelismi weberiani tra l'istituto romano del colonato e la nozione protestante del Beruf</i>	267
ALESSIATO E., <i>Ceto (Stand) e vocazione (Berufung) in Thomas Mann</i>	293
<i>Indice dei nomi</i>	319
<i>Collaboratori</i>	331

MICHEL HUMM

CENSUS, CLASSES CENSITAIRES ET STATUTS CIVIQUES À ROME SOUS LA RÉPUBLIQUE

La société romaine antique était une société d'ordres et de classes, fortement inégalitaire, mais aussi fortement hiérarchisée, où chaque individu occupait une place socialement définie¹. La notion moderne de «classe» s'appuie sur les différences de richesses et trouve ses origines dans la «classe censitaire» romaine qui regroupait l'ensemble des individus ayant un niveau de richesse comparable². La notion d'«ordre», par contre, est très polysémique et définit le «statut» d'un groupe social relativement homogène de personnes égales en dignité (*dignitas*) occupant une fonction au sein de l'Etat (ou ayant vocation à le faire)³: à ce titre, il s'agissait d'une catégorie sociale officielle, reconnue comme telle par les autorités politiques ou administratives, et bénéficiant d'un «statut» public⁴. Le mot *ordo* est emprunté au vocabulaire militaire, dans lequel il désigne la place et le rang occupé par un soldat au sein de l'armée

¹ J. Béranger, *Ordres et classes d'après Cicéron*, in *Recherches sur les structures sociales dans l'Antiquité classique. Colloque du C.N.R.S.* (Caen, 1969), C. Nicolet (éd.), Paris 1970, pp. 225-242; J. Gagé, *Les classes sociales dans l'Empire romain*, Payot, Paris 1971; G. Alföldy, *Römische Sozialgeschichte*, (4. völlig überarbeitete und aktualisierte, Auflage), Steiner, Stuttgart 2011⁴; tr. fr. d'Étienne Évrard, *Histoire sociale de Rome*, Picard, Paris 1991.

² J.-B. Mispoulet, *Les institutions politiques des Romains*, Tome I, *La constitution*, A. Durand et Pédone-Lauriel, Paris 1882, pp. 42-43; J. Gagé, *Les classes sociales*, cit., pp. 36-37; G. Alföldy, *Histoire sociale*, cit., pp. 25-26.

³ B. Cohen, *Les ordres romains sous la République*, Thèse de doctorat présentée à l'Université de Tel-Aviv (synopsis en français), 1972; Id., *La notion d'«ordo» dans la Rome antique*, «Bulletin de l'Association Guillaume Budé» (1975), pp. 259-282; C. Nicolet, *Les ordres romains: définition, recrutement et fonctionnement*, in *Des ordres à Rome*, Claude Nicolet (éd.), Publications de la Sorbonne, Paris 1984, pp. 7-21.

⁴ J. Gagé, *Les classes sociales*, cit., p. 40. Sur la notion de «statut», voir en particulier: H. Siimets-Gros, *Die Ausdrücke status libertatis, civitatis und familiae. Savigny berechtigte Kritik an den neueren Juristen?*, in *Homo, caput, persona*, cit., pp. 217-249; C.M. Doria, *Status and Contract in Ancient Rome. With Some Thoughts on the "Future of Obligations"*, in *Obligations in Roman Law. Past, Presence and Future*, Th.A.J. McGinn (éd.), University of Michigan Press, Ann Arbor 2012, pp. 102-131.

rangée en bataille (*agmen*)⁵. Par extension, *ordo* a fini par désigner un groupe social qui rassemble des gens de même «rang social»⁶. Il peut s'appliquer aussi à un corps social très nettement délimité comme celui des gens qui exercent la même profession (*ordo scribarum, mercatorum, publicanorum*), mais qui ne nous intéresse pas ici. D'une façon plus large, l'*ordo* correspond à «une classe spéciale de citoyens jouissant d'une condition juridique uniforme et ayant des droits et des devoirs distincts»⁷: pour appartenir à un *ordo*, il fallait d'abord en avoir été officiellement déclaré «digne»⁸. Dans l'absolu, les critères pour appartenir à un *ordo* pouvaient dépendre de l'origine familiale, géographique ou sociale (en somme, du *genus* ou du *locus*), de la fortune telle qu'elle avait été estimée lors du *census*, et enfin du mérite individuel (*industria, mores, dignitas*). Mais inversement, l'appartenance à un *ordo* crée elle-même une *dignitas*⁹. La société romaine était ainsi fortement marquée par des principes idéologiques et sociaux d'inspiration aristocratique: ces principes déterminaient et justifiaient non seulement la répartition des citoyens en ordres et en classes socialement hiérarchisés, mais aussi les conséquences politiques et sociales qui en découlaient, notamment pour la répartition des droits et des devoirs de chaque individu en fonction du groupe social auquel il se rattachait, suivant le principe de l'égalité géométrique. Sous la République romaine, l'institution qui permettait de gérer et de réguler la répartition des citoyens entre les différentes classes censitaires, mais aussi entre les différents «ordres» qui déterminaient les statuts civiques de chacun, était le *census*.

⁵ Le plus ancien emploi du mot *ordo* pour désigner le rang dans l'armée rangée en bataille se trouve chez Caton (*Orig.*, fr. IV, 6 Chassignet, ap. Gell., *NA*, XI, 1, 6): *Imperator noster, si quis extra ordinem depugnatum iuit, ei multam facit*. Cf. A. Ernout et A. Meillet, *Dictionnaire étymologique*, cit., s.v. "*Ordo, -inis*", p. 467.

⁶ C. Nicolet, *L'ordre équestre à l'époque républicaine (312-43 av. J.-C.)*, 1, *Définitions juridiques et structures sociales*, BEFAR 207, De Boccard, Paris 1966, pp. 165-167.

⁷ J.-B. Mispoulet, *Les institutions politiques des Romains*, Tome II, *L'administration*, A. Durand et Pédone-Lauriel, Paris 1883, p. 190; suivi par J. Hellegouarc'h, *Le vocabulaire latin des relations et des partis politiques sous la République*, Les Belles Lettres, Paris, pp. 427-428; J.-L. Ferrary, *Les ordines et le droit (privé et pénal)*, in *Homo, caput, persona. La costruzione giuridica dell'identità nell'esperienza romana (dall'epoca di Plauto a Ulpiano)*, Alessandro Corbino, Michel Humbert et Giovanni Negri (éd.), IUSS Press, Pavia 2010, pp. 315-345, en part. pp. 316-317.

⁸ C. Nicolet, *Les ordres romains*, cit., p. 15-16.

⁹ *Ibi*, p. 16.

1. Le rôle du census dans la définition du statut des citoyens

Le mot *census* désignait à la fois le dénombrement des citoyens (qui étaient ainsi «recensés») et leur répartition, en fonction de la dignité et de la fortune de chacun, dans les différentes classes et centuries de l'organisation centuriate (*discriptio classium*). Traditionnellement, et sauf exception, le *census* était effectué par les censeurs (*censores*) qui avaient pour mission d'estimer (*aestimare*) ou plutôt d'évaluer (*censere*) les citoyens¹⁰. Les auteurs latins de l'époque classique expliquent généralement le verbe *censere* par *arbitrari*, *aestimare* ou *existimare*, ce qui suggère que le *ensor* a pu être chargé, dès la création de sa fonction, de vérifier la capacité économique des citoyens à appartenir à telle ou telle classe¹¹. Mais en comparant avec le sanscrit, G. Dumézil a pu montrer que les mots latins *census*, *ensor* et *censere* se rattachent à la racine *çams* et à l'indo-européen *Kens**, qui signifient «nommer ou invoquer solennellement» ou «évoquer par la parole», d'où le sens de «louer» qu'a conservé dans certains cas le verbe *censere*¹². L'éminent

¹⁰ Cic., *leg.*, III, 7: *Censoris populi aevitates suboles familias pecuniasque censento* (...). Sur la censure, voir en particulier: J.-B. Mispoulet, *Les institutions politiques*, Tome I, cit., pp. 97-109; Th. Mommsen, *Le droit public romain, traduit de l'allemand sur la troisième édition allemande, avec l'autorisation de l'auteur, par Paul Frédéric Girard*, Tome IV, Thorin et fils, Paris 1894, pp. 1-160; G. Piéri, *L'histoire du cens jusqu'à la fin de la République romaine (Publications de l'Institut de droit romain de l'Université de Paris, XXV)*, Sirey, Paris 1968; C. Nicolet, *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine*, Gallimard, Paris 1976, pp. 71-121; C. Bur, *La citoyenneté dégradée. Recherches sur l'infamie à Rome de 312 avant J.-C. à 96 après J.-C.*, thèse soutenue en 2013 à l'Université de Paris I – Panthéon-Sorbonne, sous la direction de J.-M. David; C. Chillet, *Cens, censeurs et recensements de 70 avant J.-C. à 73 après J.-C.*, in *Le monde romain de 70 avant J.-C. à 73 après J.-C.*, J.-P. Guilhembet et Y. Roman (éd.), Ellipses, Paris 2014, pp. 71-81.

¹¹ Varr., *ling. Lat.*, V, 81: «*Censor ad cuius censionem, id est arbitrium, censeretur populus*». Varr., *ap. Non.*, p. 519, 23 Lindsay: «*quod verbum censeo et arbitror idem poterat ac valebat*». Varr., *ap. Non.*, p. 519, 29 L.: «*Itaque quod hos arbitros instituerunt populi censores appellarunt idem enim valet censere et arbitrari*». Fest., p. 47, 3 Lindsay: «*censere nunc significat putare, nunc decernere*». Paul., *Exc. Fest.*, p. 51 L.: «*Censores dicti, quod rem suam quisque tanti aestimare solitus sit, quantum illi censuerint*». Non., p. 519, 21 L.: «*censere et arbitrari cognatione quodam socia et similia verba esse voluerunt*». Non., p. 267, 17 L.: «*Censere significat existimare, arbitrari*». Cf. Th. Mommsen, *Le droit public*, Tome IV, cit., pp. 1-2 et n. 1; A. Ernout et A. Meillet, *Dictionnaire étymologique de la langue latine. Histoire des mots*, Klincksieck, Paris 1959⁴, pp. 112-113 (s.v. «*Censeo*»).

¹² G. Dumézil, *Servius et la Fortune. Essai sur la fonction sociale de louange et de blâme et sur les éléments indo-européens du cens romain*, Gallimard, Paris 1943, pp. 85-89 et p. 188; Id., *Idées romaines*, Gallimard, Paris 1969, pp. 103-108; cf. G. Piéri, *L'histoire du cens*, cit., pp. 55-58; C. Nicolet, *Le métier de citoyen*, cit., pp. 72-74.

comparatiste a ainsi défini le sens originel du latin *censere* par: «situer un homme ou un acte ou une opinion à sa juste place hiérarchique, avec toutes les conséquences pratiques de cette situation, et cela par une juste estimation publique, par un éloge ou un blâme solennel»¹³. Partant de cette étymologie, C. Nicolet a souligné qu'à Rome, «le statut d'un individu ne dépend pas seulement de critères objectifs, même définis par un règlement ou une loi, mais, pour une grande part, de l'assentiment qu'y apporte la collectivité, en la personne des magistrats chargés de cette tâche, et sous la forme d'une déclaration solennelle exprimée par des mots (blâme, éloge), et se résumant dans un titre (*nomen*). Pour exister, le statut doit être exprimé, il doit refléter le *consensus* de l'opinion»¹⁴.

Lorsque l'institution du *census* a été mise en place à Rome, sans doute bien avant la création de la censure en 443 av. J.-C., il ne s'agissait pas encore d'une estimation des richesses, mais d'un avis proclamé solennellement par un détenteur de l'autorité publique (ultérieurement remplacé par le *censor*), avis dont dépendait la «valeur» de chaque citoyen ainsi que sa juste place dans la hiérarchie de la cité. Le *census* repose donc sur une évaluation, mais celle-ci a pu, à l'origine, ne pas avoir de valeur directement économique: il s'agissait sans doute, au départ, de «nommer solennellement» ceux qui étaient capables de se présenter devant l'autorité publique avec une panoplie complète de hoplite (les *armati sui iuris*) et qui constituaient la *classis (clipeata)* proprement dite¹⁵. C'est seulement lorsque le recensement a commencé à concerner tous les *civium capita*, y compris les citoyens les plus pauvres qui n'étaient pas mobilisables et qui n'étaient recensés que pour leurs têtes (les *capite censi*), que le nombre de classes censitaires s'est diversifié en

¹³ G. Dumézil, *Servius*, cit., p. 188.

¹⁴ C. Nicolet, *Le métier de citoyen*, cit., p. 73.

¹⁵ Fab. Pict., fr. 10 Peter = 14 Chassignet (*ap. Liv.*, I, 44, 2): «Milia octoginta eo (sc. primo) lustrum civium censa dicuntur; adicit scriptorum antiquissimus Fabius Pictor, eorum qui arma ferre possent eum numerum fuisse». G. Piéri, *L'histoire du cens*, cit., pp. 58-75; R. Thomsen, *King Servius Tullius. A Historical Synthesis*, Gyldendal, Copenhague 1980, pp. 207-210; T.J. Cornell, *The Beginnings of Rome: Italy and Rome from the Bronze Age to the Punic Wars (c. 1000-264 BC)*, Londres-New York, 1995, pp. 183-186; J. Poucet, *Les Rois de Rome: tradition et histoire*, Académie Royale de Belgique, Classe des Lettres, Bruxelles 2000, pp. 218-223; M. Humm, *Appius Claudius Caecus. La République accomplie*, BEFAR 322, École française de Rome, Rome 2005, pp. 285-287 et pp. 315-317.

fonction de différents niveaux de fortune estimés en termes monétaires (à partir de la fin du IV^e siècle), et que le principe d'une estimation des richesses a pu commencer à caractériser le *census*¹⁶.

À l'époque républicaine, la charge du *census* était confiée aux censeurs, des magistrats qui finirent par occuper une place considérable dans la hiérarchie des magistratures, au sommet du *cursus honorum*¹⁷. Mais la censure devint une magistrature exceptionnelle et rare à partir de Sylla¹⁸, et à l'époque impériale, avec l'instauration du régime monarchique du Principat, l'autorité régulatrice du *census* fut confiée au prince ou à ses représentants: de temps en temps, les princes s'attribuaient encore la *ensoria potestas* (comme Auguste)¹⁹, et parfois même la charge de la censure (ce fut le cas pour Claude, pour Vespasien et Titus, et enfin pour Domitien)²⁰; dans les provinces de l'empire, cette

¹⁶ G. Piéri, *L'histoire du cens*, cit., p. 59-60; E. Lo Cascio, *Il censur a Roma e la sua evoluzione dall'età «serviana» alla prima età imperiale*, in «MEFRA» 113/2 (2001), pp. 565-603, en part. pp. 569-575; M. Humm, *Appius Claudius Caecus*, cit., pp. 317-344.

¹⁷ *Liv.*, IV 8, 2: «Idem hic annus censurae initium fuit, rei a parva origine ortae, quae deinde tanto incremento aucta est, ut morum disciplinaeque Romanae penes eam regimen, senatui equitumque centuriis decoris dedecorisque discrimen, sub ditione eius magistratus, ius publicorum ius privatorumque locorum, vectigalia populi Romani sub nutu atque arbitrio essent». Plut., *Cato Maior*, 16, 1: «Τῆς δ' ὑπατείας κατόπιν ἔτεσι δέκα τιμητεῖαν ὁ Κάτων παρήγγειλε. κορυφή δέ τις ἐστὶ τιμῆς ἀπάσης ἢ ἀρχὴ καὶ τρόπον τινὰ τῆς πολιτείας ἐπιτελείωσις» («Dix ans après son consulat, Caton brigua la censure. Cette magistrature est comme le sommet de tous les honneurs et en quelque sorte le couronnement de la carrière politique», traduction française de R. Flacelière et É. Chambry, éd. de Plutarque, *Vies*, tome V, *Aristide-Caton l'Ancien – Philopæmen-Flaminius*, Les Belles Lettres, Paris 1969, p. 92).

¹⁸ Th. Mommsen, *Le droit public*, Tome IV, cit., p. 9.

¹⁹ En 28 av. J.-C., puis en 8 av. J.-C. et en 14 ap. J.-C., Auguste a clos le rituel du *lustrum* qui terminait les opérations du *census* (*Res gestae divi Augusti*, 8, 2-4); celles-ci ont été effectuées en vertu d'une *ensoria potestas* (Dio Cass., *LIV*, 10, 5: «ἐξουσία τῶν τιμητῶν»). Fast. Venus. [CIL IX, 422 = *InscrIt*, XIII, 1, 8b = *InscrIt*, XIII, 2, 6b]: «Imp[erator] Caesar VI M[arcus] Agrippa II / idem censoria potest[ate] lustrum fecer[unt]» qui lui fut probablement octroyée à la suite d'une extension de son *imperium* consulaire: voir A.E. Astin, *Augustus and Censoria Potestas*, «*Latomus*» 22 (1963), pp. 226-235; J.-L. Ferrary, *À propos des pouvoirs d'Auguste*, «Cahiers du Centre Glotz» 12 (2001), pp. 101-154, en part. pp. 125-127.

²⁰ J. Suolahti, *The Roman Censors. A Study on Social Structure*, Suomalainen tiedeakatemia, Helsinki 1963, pp. 507-513 (Claude-Vitellius); pp. 513-515 (Vespasien-Titus); F.X. Ryan, *Some Observations on the Censorship of Claudius and Vitellius, A.D. 47-48*, in «*American Journal of Philology*» 114(1993), pp. 611-618; B. Levick, *Claudius*, Routledge, Londres 1990; tr. fr. *Claude*, Infolio, Gollion 2002, pp. 131-133; Ead., *Vespasian*, Routledge, Londres 1999; tr. fr. *Vespasien*, Infolio, Gollion 2002, pp. 246-248; St. Gsell, *Essai sur le règne de l'empereur Domitien. Thèse de doctorat présentée à la Faculté des Lettres de Paris*, Paris 1893, pp. 54-55. Voir Dio Cass., LXVII, 4, 3: «οὐ μὴν ἄλλ' ἐπὶ πλεῖον ἐπαρθεῖς ὑπ' ἀνοίας ὕπατος μὲν ἔτη δέκα

fonction régulatrice fut confiée à de hauts fonctionnaires impériaux appelés «magistrats censiteurs» ou à des gouverneurs chargés des opérations de recensement dans le but de pouvoir organiser la levée de l'impôt (cf. le gouverneur Quirinus en Syrie à l'époque de la naissance de Jésus)²¹. Toutefois, pour comprendre le système du *census* et les principes politiques et idéologiques sur lesquels il reposait, il faut se reporter à l'époque de la République romaine.

2. *La professio du citoyen au moment du census*

Deux documents plus ou moins contemporains témoignent du fonctionnement pratique du *census* et de sa mise en œuvre concrète. Le premier est un document iconographique: il s'agit du relief dit de «l'autel de Domitius Ahenobarbus» (Musée du Louvre, à Paris) qui constitue la principale source iconographique sur le *census*, et qui confirme globalement le témoignage des sources littéraires²². Sur une

ἐφεξῆς, τιμητῆς δὲ διὰ βίου πρῶτος δὴ καὶ μόνος καὶ ἰδιωτῶν καὶ αὐτοκρατόρων ἐχειροτονήθη» («Toutefois, s'enorgueillissant de plus en plus dans son extravagance, il fut élu consul pour dix années consécutives et, le premier et le seul, tant des particuliers que des empereurs, censeur à vie» [traduction française d'E. Gros, Paris 1867]). LIII, 18, 4-5: «καὶ νῦν μὲν πᾶσαι ἅμα αὐτοῖς ὡς τὸ πολὺ, πλὴν τῆς τῶν τιμητῶν, δίδονται, τοῖς δὲ δὴ πάλοι κατὰ χρόνους ὡς ἕκασται ἐψηφίζοντο. τὴν γὰρ δὴ τιμητείαν ἔλαβον μὲν τινες καὶ τῶν αὐτοκρατόρων κατὰ τὸ ἀρχαῖον, ἔλαβε δὲ καὶ Δομιτιανὸς διὰ βίου» («Aujourd'hui tous ces titres, à l'exception de celui de censeur, leur sont, la plupart du temps, donnés à la fois; jadis ils leur étaient décernés séparément en diverses circonstances. Quelques empereurs, en effet, reçurent la censure suivant le sens antique, et Domitien la reçut à vie» [traduction française d'E. Gros, Paris 1863]).

²¹ Lc, Ev., 2, 1-2. Cf. B. Le Teuff, *Les recensements dans les provinces de la République romaine, aux origines de la réforme augustéenne*, in *Administrer les provinces de la République romaine*, N. Barrandon et F. Kirbihler (éd.), Presses Universitaires de Rennes, Rennes 2010, pp. 195-211.

²² Les commentateurs sont aujourd'hui unanimes pour interpréter le relief principal de cette grande base rectangulaire comme la représentation d'un *lustrum* (à droite et au centre) consécutif aux opérations d'un *census* (à gauche): F. Castagnoli, *Il problema dell'"Ara di Domizio Enobarbo"*, in «Arti figurative» 1/4 (1945), pp. 181-196 (= Id., *Topografia antica. Un metodo di studio*, I. Roma, Libreria dello Stato, Rome 1993, pp. 433-450); F. Coarelli, *L'"Ara di Domizio Enobarbo" e la cultura artistica in Roma nel II secolo a. C.*, in «Dialoghi di Archeologia» 2 (1968), pp. 302-368; Id., *Il Campo Marzio. I. Dalle origini alla fine della Repubblica*, Quasar, Rome 1997, pp. 418-446; C. Nicolet, *Le métier de citoyen*, cit., pp. 119-121; R. Bianchi Bandinelli et M. Torelli, *L'arte dell'antichità classica. Etruria-Roma*, UTET, Turin 1976, scheda n° 42; M. Torelli, *Typology and Structure of Roman Historical Reliefs*, University of Michigan Press, Ann Arbor 1982, pp. 5-25; R. Turcan, *L'art romain dans l'histoire. Six siècles d'expressions de la romanité*, Flammarion, Paris 1995, pp. 35-38; F. Stilp, *Marriage et suovetaurilia. Étude sur le soi-disant*

longue frise qui ornait, non pas un autel comme on l'a longtemps cru, mais une base qui devait supporter plusieurs statues, le relief historique représente des opérations de recensement (*census*) de la population romaine réunie au Champ de Mars, à Rome, ainsi que le sacrifice offert à Mars à la fin des opérations, lors du *lustrum* (fig. 1). Divers éléments d'ordre matériel, stylistique et historique ont permis de dater ce relief de la période comprise entre 120 et 70 av. J.-C., ce qui en fait le plus ancien relief historique en marbre connu à Rome²³. En même temps, il représente des opérations de recensement et un *lustrum* tels qu'ils devaient se dérouler pendant la période républicaine, à l'époque classique de la censure.

Dans sa partie centrale, le relief représente la cérémonie religieuse du *lustrum* par laquelle la cité était en quelque sorte symboliquement «refondée» (on disait *lustrum condere*) à l'issue des opérations du *census*²⁴. Il s'agit d'un sacrifice de purification (*lustratio*), qui constitue

«Autel de Domitius Ahenobarbus», Giorgio Bretschneider, Rome 2001, p. 60-63; R. Wünsche, *La cosiddetta Ara di Domitius Ahenobarbus*, in *I giorni di Roma. L'età della conquista*, E. La Roccas, C. Parisi Presicce (éd.), avec la collaboration d'A. Lo Monaco, Skira, Milan 2010, pp. 284-285 (scheda n° II.18); G. Sauron, *L'art romain*, vol. II, *Des conquêtes aux guerres puniques*, Picard, Paris 2013, pp. 93-98; C. Bur, *La citoyenneté dégradée*, cit., pp. 86-89.

²³ Dernier quart du II^e siècle: R. Wünsche, s.v. «Domizio Enobarbo, ara di», in *Enciclopedia dell'Arte Antica*, 2^e suppl., 1994, pp. 393-395. Cn. Domitius Ahenobarbus, censeur en 115: M. Torelli, *Typology and Structure*, cit., *ibid.*; F. Coarelli, *Il Campo Marzio*, cit., *ibid.* M. Antonius, censeur en 97: F. Coarelli, *L'«Ara di Domizio Enobarbo»*, cit., *ibid.* L. Gellius Publicola, censeur en 70: H. Kähler, *Seethiasos und Census. Die Reliefs aus dem Palazzo Santa Croce in Rom* (Monumenta Artis Romanae VI), Mann, Berlin 1966.

²⁴ Varr., *Res rust.*, II, 1, 10: «populus Romanus cum lustraretur, circumaguntur verres, aries, taurus» Liv., I, 44, 1-2: «Censu perfecto [...], <Servius Tullius> edixit ut omnes cives Romani, equites peditesque, in suis quisque centuriis, in campo Martio prima luce adessent. Ibi instructum exercitum omnem suovetaurilibus lustravit, idque conditum lustrum appellatum, quia is censendo finis factus est». Dion. Hal., *Ant. Rom.*, IV, 22, 1-2: «Τότε δ' οὖν ὁ Τύλλιος ἐπειδὴ διέταξε τὸ περὶ τὰς τιμῆσεις, κελεύσας τοὺς πολίτας ἅπαντας συνελθεῖν εἰς τὸ μέγιστον τῶν πρὸ τῆς πόλεως πεδίων ἔχοντας τὰ ὅπλα καὶ τάξας τοὺς θ' ἵππεις κατὰ τέλη καὶ τοὺς πεζοὺς ἐν φάλαγγι καὶ τοὺς ἐσταμένους τὸν ψιλικὸν ὀπλισμὸν ἐν τοῖς ἰδίοις ἐκάστους λόχοις καθαυρὸν αὐτῶν ἐποιήσατο ταύρω καὶ κριῶ καὶ κάπρῳ [ms. τράγῳ]. τὰ δ' ἱερεῖα ταῦτα τρίς περιαχθῆναι περὶ τὸ στρατόπεδον κελεύσας ἔθυσσε τῷ κατέχοντι τὸ πεδίων Ἄρει. τοῦτον τὸν καθαυρὸν ἕως τῶν κατ' ἐμὲ χρόνων Ῥωμαῖοι καθαίρονται μετὰ τὴν συντέλειαν τῶν τιμήσεων ὑπὸ τῶν ἐχόντων τὴν ἱερωτάτην ἀρχὴν Λοῦστρον ὀνομάζοντες» («Lorsque Tullius eut terminé les opérations du census, il ordonna à tous les citoyens de se réunir en armes dans la plus grande des plaines qui se trouvent près de la cité; après avoir disposé les cavaliers par escadrons et les fantassins en phalange, et avoir placé les troupes légères dans leurs centuries respectives, il les purifia en sacrifiant un taureau, un bélier et un porc. Il ordonna que les victimes fussent conduites par trois fois autour de l'armée, puis il les sacrifia à Arès auquel la plaine est consacrée. Aujourd'hui

la scène la plus importante du relief: c'est là que se trouve représenté l'autel de Mars au Champ de Mars²⁵, flanqué du dieu en tenue militaire d'un côté et du censeur en toge, tête voilée (*capite velato*), tenant à la main une patère et présidant le sacrifice de l'autre. Ce sacrifice solennel est un suovétaurile accompli par l'un des deux censeurs tiré au sort, pendant que les animaux du sacrifice (un porc, un bélier et un taureau) sont conduits vers l'autel par des ministres du culte et un personnage en toge, tête voilée et tenant à la main un étendard (*vexillum*), que G. Sauron propose d'identifier avec le deuxième censeur, le tout en présence de soldats et de cavaliers qui représentent le *populus* qui vient d'être recensé (à droite). La scène à gauche du relief représente les opérations du *census* proprement dit, qui impliquent quatre personnages: deux assis et deux debout. Leur identification est fortement controversée et divise les commentateurs: je suivrai ici l'analyse et la description proposées dans sa thèse par C. Bur²⁶.

encore, les Romains sont purifiés par le même sacrifice expiatoire effectué, après la conclusion de chaque recensement, par ceux qui sont investis de la magistrature la plus sacrée, et ils appellent cette purification un *lustrum*»).

²⁵ Liv., XL, 45, 8: [...] *censores in Campo ad aram Martis sellis curulibus consederunt*. Sur l'autel de Mars au Champ de Mars, voir F. Coarelli, s.v. "*Mars, ara*", in *Lexicon Topographicum Urbis Romae*, M. Steinby (éd.), vol. III (H-O), Quasar, Rome 1996, pp. 223-226.

²⁶ C. Bur, *La citoyenneté dégradée*, cit., pp. 86-89.

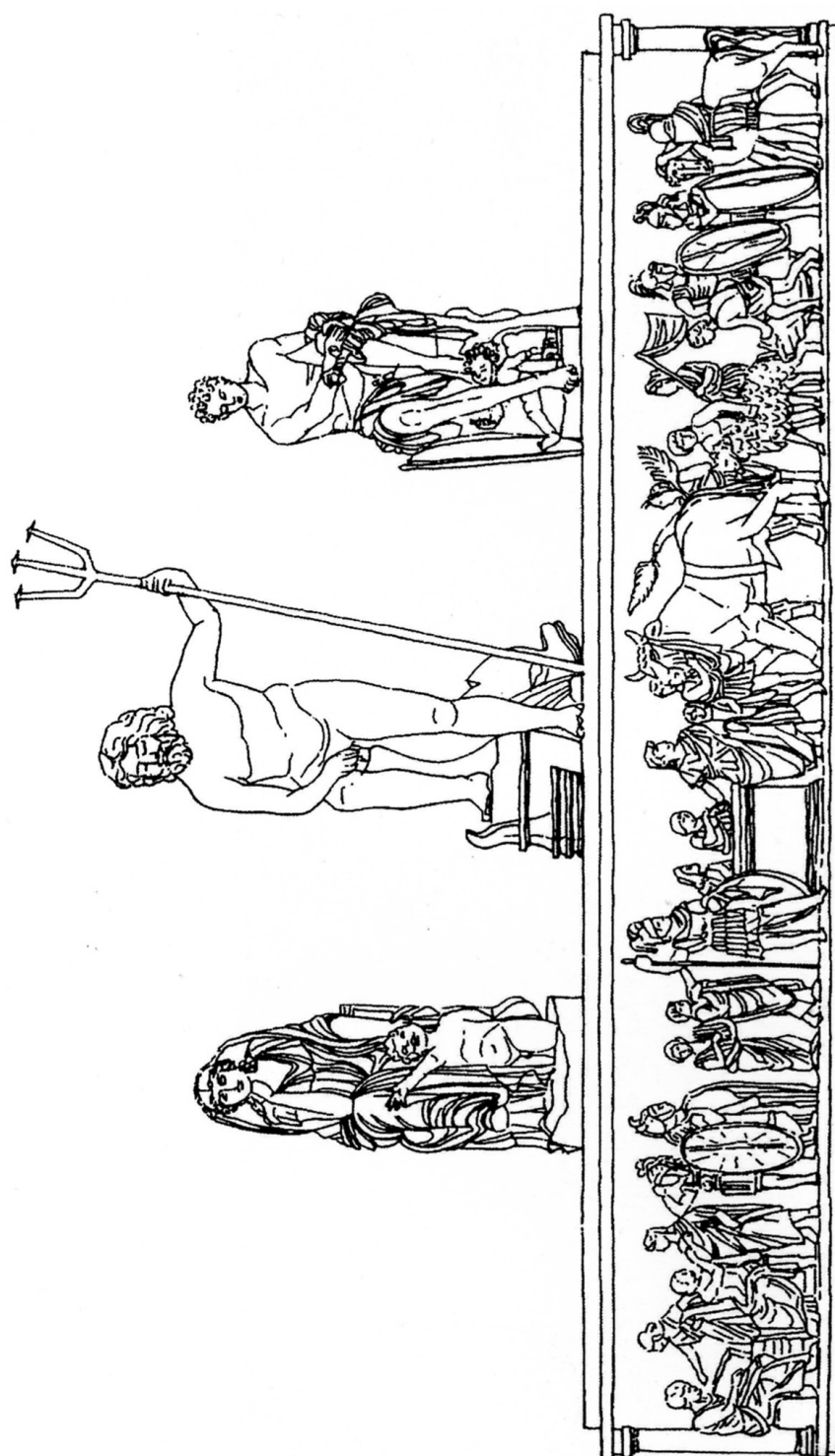


Fig. 1: Restitution graphique du groupe statuaire et de la base portant le relief dit de l'«autel de Domitius Ahenobarbus» (d'après E. Coarelli, *Il Campo Marzio*, 1. *Dalle origini alla fine della Repubblica*, Quasar, Rome 1997, p. 441, fig. 110)

En numérotant les quatre personnages de P1 à P4, on voit d'abord à l'extrême gauche un premier groupe constitué d'un personnage assis (P1) et d'un autre debout (P2). P1 est représenté en train d'écrire dans des registres ouverts tandis que d'autres sont fermés et posés à ses pieds: il s'agit ici de l'un des scribes faisant partie du personnel attaché au service des censeurs. Les registres dans lesquels écrit le scribe sont les *tabulae censoriae*, c'est-à-dire des tablettes en bois enduites de cire ou blanchies à la chaux, qui portaient les enregistrements des données du *census*²⁷. Ces tablettes formaient des *codices* qui étaient archivés dans le *tabularium* de l'*Atrium Libertatis* et qui pouvaient être consultés au recensement suivant²⁸. Leur support en bois était périssable car le besoin de consulter ces registres se limitait à la durée du lustre où les listes étaient en vigueur, et s'étendait au maximum aux opérations de recensement suivantes, lorsque ces listes étaient révisées. P2 représente un personnage debout en toge, tenant dans la main un *codex* et en train de s'adresser au scribe (P1): il s'agit probablement d'un citoyen en train de faire sa déclaration; il s'adresse au scribe, sans doute pour lui signaler les modifications survenues dans sa déclaration depuis le précédent cens. Le second groupe de personnages est également constitué d'un personnage assis (P3) et d'un autre debout (P4). La disposition des bras et des mains du personnage debout devant P3 rappelle une procédure de serment: il s'agit donc d'un citoyen en train de faire sa *professio* au *iurator* (P3), un autre appariteur des censeurs qui recevait les déclarations des citoyens sous serment. La *professio* était en effet la déclaration sous serment qu'un citoyen devait accomplir afin de donner les informations nécessaires à son classement, et cette *professio* se faisait devant les *iuratores* et leurs

²⁷ Ph. Moreau, *La mémoire fragile: falsification et destruction des documents publics au 1^{er} siècle av. J.-C.*, in *La mémoire perdue. À la recherche des archives oubliées, publiques et privées, de la Rome antique*, C. Nicolet (éd.), École française de Rome, Rome 1994, pp. 121-147.

²⁸ *Liv.*, XLIII, 16, 13 : «Censores extemplo in atrium Libertatis escenderunt et ibi obsignatis tabellis publicis clausoque tabulario et dimissis servis publicis negarunt se prius quidquam publici negotii gesturos, quam iudicium populi de se factum esset». F. Castagnoli, *Atrium Libertatis*, in «Accademia Nazionale dei Lincei. Rendiconti della Classe di Scienze morali, storiche e filologiche», Serie VIII, 1(1946), pp. 276-291 (= Id., *Topografia antica. Un metodo di studio*, I, Roma, Libreria dello Stato, Rome 1993, pp. 409-418); F. Coarelli, s.v. «Atrium Libertatis», in *Lexicon Topographicum Urbis Romae*, M. Steinby (éd.), vol. I (A-C), Quasar, Rome 1993, pp. 133-135.

scribes, et non devant les censeurs²⁹. À la suite d'A.E. Astin, C. Bur a montré de manière très convaincante que, contrairement à l'opinion encore courante chez les historiens, il est impossible que les censeurs aient reçu en personne les *professiones* de tous les citoyens *sui iuris* qui devaient se faire recenser: cette tâche administrative était en fait laissée aux *iuratores* dont on peut imaginer que le nombre a crû avec le nombre de citoyens au cours de la République³⁰. C'est pourquoi il n'est pas possible de voir représenté ici un des deux censeurs, comme les commentateurs du relief le proposent généralement.

Le contenu de la *professio* du citoyen au moment des opérations du *census* nous a été partiellement conservé par le texte de loi qui figure sur la Table d'Héraclée:

«Quae municipia coloniae praefecturae c(ivium) R(omanorum) in Italia sunt erunt, quei in eis municipiis coloneis | praefectureis maximum mag(istratum) maxim[a]mve potestatem ibei habebit tum, cum censor aliussve | quis mag(istratus) Romae populi censum aget, is diebus LX proxumeis, quibus sciet Romae censum populi | agi, omnium municipium colonorum suorum queique eius praefecturae erunt, q(uei) c(ives) R(omane) erunt, censum | ag[i]to eorumque nomina praenomina patres aut patronos tribus cognomina et quot annos | quisque eorum habet et rationem pecuniae ex formula census, quae Romae ab eo, qui tum censum | populi acturus erit, proposita erit, a[b] iis iurateis accipito eaque omnia in tabulas publicas sui | municipi referenda curato».

«Dans les municipes, les colonies, les préfectures de citoyens romains présents et à venir en Italie, celui qui y exercera la magistrature suprême ou la plus hau-

²⁹ Plaut., *Trinumm.*, 872: «Census cum <sum>, iuratori recte rationem dedi. Pœnul.», 55-58: «Nunc rationes ceteras / accipite; nam argumentum hoc hic censebitur: / locus argumentost suom sibi proscaenium, / vos iuratores estis». Liv., XXXIX, 44, 2: «Ornamenta et vestem muliebrem et vehicula, quae pluris quam quindecim milium aeris essent, <decies tanto pluris quam quanti essent> in censum referre iuratores iussi».

³⁰ C. Bur a calculé que si, sur une population de 250 000 citoyens, un tiers était *sui iuris*, il devait y avoir 83 300 *professiones*. Si l'on suppose qu'une *professio* durait en moyenne trois minutes, les censeurs auraient donc eu à écouter 250 000 minutes de déclarations, soit 4 167 heures. À raison de huit heures par jour, il leur aurait fallu un peu plus de 520 jours sur les 550 environ que durait leur magistrature: les censeurs n'auraient alors disposé que de 30 jours pour accomplir leurs autres missions: la *lectio senatus*, la *recognitio equitum* et la gestion du domaine public... Avec l'augmentation de la population, les censeurs auraient vite été incapables de mener à bien leur tâche: «on le voit bien, un tel calcul révèle l'absurdité de vouloir attribuer aux seuls censeurs le soin de recevoir la *professio* de chaque citoyen» (*op. cit.*, p. 82). Cf. A.E. Astin, *Regimen morum*, «Journal of Roman Studies» 78 (1988), pp. 14-34, en part. p. 18, n. 22.

te charge lorsqu'à Rome un censeur ou un autre magistrat du peuple romain procédera au recensement (*census*) du peuple, devra, dans les soixante jours qui suivront la date à laquelle il aura appris que l'on faisait le *census* à Rome, procéder au *census* de tous les habitants de son municipe, de sa colonie ou de sa préfecture, qui seront citoyens romains, et recevoir de leur part une déclaration sous serment de leur nom, prénom, nom du père ou du patron, de leur tribu et de leur *cognomen* (*nomina, praenomina, patres aut patronos, tribus, cognomina*), de l'âge de chacun et du compte de leur fortune, selon la formule du cens qui sera affichée à Rome par celui qui alors mènera le recensement du peuple. Il prendra soin de faire transcrire toutes les déclarations recueillies sur les registres publics de son municipe».

CIL 1², 593 (I.142-149) = *ILS* 6085 = *FIRA* 1, 13.

La Table d'Héraclée est un document épigraphique sur bronze retrouvé au XVIII^e siècle dans une localité d'Italie du Sud (Lucanie), à mi-chemin entre Héraclée et Métaponte³¹. Elle contient une juxtaposition d'extraits des lois postérieures à la Guerre Sociale et à la dictature de Sylla, mais antérieures à la mort de César (entre 78 et 44 av. J.-C.). La loi oblige les municipes, les colonies et les préfectures de citoyens romains de pratiquer le *census* lorsque celui-ci est effectué à Rome par des censeurs: en fait, le texte leur prescrit la même procédure juridique et les mêmes modalités pratiques que celles suivies à Rome («ex formula census quae Romae ab eo qui tum censum populi acturus erit pro posita erit»). Or, comme à Rome, le texte prescrit que la *professio* devra être effectuée sous serment («a[b] ieis iurateis accipito») avant que les renseignements déclarés ne soient transcrits dans les registres publics («eaque omnia in tabulas publicas [...] referunda curato»).

Ce témoignage épigraphique confirme le témoignage littéraire fourni par Denys d'Halicarnasse qui, dans son récit sur la soi-disante création du *census* par Servius Tullius, nous transmet ce qui est considéré comme le modèle de la *professio* d'époque républicaine:

³¹ H. Legras, *La Table Latine d'Héraclée (la prétendue Lex Julia Municipalis)*, Arthur Rousseau, Paris 1907; M. Crawford (éd.), *Roman Statutes*, vol. 1, Institute of Classical Studies, Londres 1996, pp. 355-392 (n° 24: *Tabula Heracleensis*); Ed. Bispham, *From Asculum to Actium: The Municipalization of Italy from the Social War to Augustus*, OUP, Oxford 2007; H. Gasterer, s.v. "*Tabula Heracleensis*", in *Brill's New Pauly*, H. Cancik et H. Schneider (éd.), Brill Online, 2014: <http://referenceworks.brillonline.com.scd-rproxy.u-strasbg.fr/entries/brill-s-new-pauly/tabula-heracleensis-e1128080>.

«ταῦτα καταστησάμενος ἐκέλευσεν ἅπαντας Ῥωμαίους ἀπογράφεσθαι τε καὶ τιμᾶσθαι τὰς οὐσίας πρὸς ἀργύριον ὁμόσαντας τὸν νόμιμον ὄρκον, ἧ μὲν τάλη-
θῇ καὶ ἀπὸ παντὸς τοῦ βελτίστου τετιμῆσθαι, πατέρων τε ὧν εἰσι γράφοντας
καὶ ἡλικίαν ἣν ἔχουσι δηλοῦντας γυναικᾶς τε καὶ παῖδας ὀνομάζοντας καὶ ἐν
τίνι κατοικοῦσιν ἕκαστοι τῆς πόλεως <φυλῇ> ἢ πάγῳ τῆς χώρας προστιθέ-
ντας· τῷ δὲ μὴ τιμησαμένῳ τιμωρίαν ὥρισε τῆς τ' οὐσίας στέρεσθαι καὶ αὐτὸν
μαστιγωθέντα πραθῆναι· καὶ μέχρι πολλοῦ διέμεινε παρὰ Ῥωμαίοις οὗτος ὁ
νόμος».

«Après avoir fait ces règlements, il (*sc.* Servius Tullius) ordonna aux Romains de faire enregistrer leur nom et de donner une estimation de leur propriété, accompagnée d'un serment garantissant la vérité et la bonne foi de cette déclaration. Ils devaient aussi donner le nom de leur père, leur âge et le nom de leur femme et de leurs enfants, et chacun devait déclarer dans quelle tribu de la cité, ou dans quel canton de la campagne (*pagus*) il résidait. Si quelqu'un trichait dans sa déclaration, la peine qu'il établissait était que sa propriété serait confisquée et que lui-même serait fouetté et vendu comme esclave. Cette loi continua à être en usage chez les Romains pendant longtemps».

Denys d'Halicarnasse, *Antiquités romaines*, IV 15,6.

Il ressort de ces deux textes que seuls les citoyens *sui iuris* étaient appelés à accomplir la *professio* et qu'ils déclaraient, par la même occasion, les personnes qui étaient sous leur responsabilité ou en leur puissance:

les femmes, qui étaient «dans la main» (*in manu*) de leur père ou de leur mari³²;

les esclaves, qui étaient «soumis à la puissance» (*in potestate*) de leurs maîtres³³ et qui faisaient originellement partie de la *familia*, c'est-à-dire de la «domesticité» familiale³⁴;

³² Gai., *Instit.*, I, 108-110: «Nunc de his personis videamus, quae in manu nostra sunt. Quod et ipsum ius proprium civium Romanorum est. Sed in potestate quidem et masculi et feminae esse solent; in manum autem feminae tantum conveniunt. Olim itaque tribus modis in manum conveniebant: usu, farreo, coemptione».

³³ Gai., *Instit.*, I, 52: «In potestate itaque sunt servi dominorum. Quae quidem potestas iuris gentium est: nam apud omnes peraeque gentes animadvertere possumus dominis in servos vitae necisque potestatem esse, et quodcumque per servum acquiritur, id domino acquiritur».

³⁴ La *familia* désignait primitivement «l'ensemble des esclaves et des serviteurs (*famuli*) vivant sous un même toit, par opposition à la *gens*» (A. Ernout et A. Meillet, *Dictionnaire étymologique*, cit., s.v. «*famulus*», p. 215); voir Paul. Diac., *Exc. Fest.*, p. 77, 11 Lindsay: «Famuli origo ab Oscis dependit, apud quos servus famel nominabatur, unde et familia vocata».

enfin les enfants, les descendants libres et les personnes adoptées, qui étaient «soumis à la puissance» (*in potestate*) du chef de famille (*pater familias*)³⁵.

Au *iurator*, le citoyen donnait d'abord son *nomen gentile* (sans doute pour pouvoir dresser des listes de recensement par ordre alphabétique des noms de famille) suivi du prénom (*praenomen*), puis sa filiation (ou sa *libertinatio* s'il était un affranchi), et enfin sa tribu (territoriale) qui était déterminée par son lieu de résidence (s'il n'était pas propriétaire terrien), ou par l'emplacement où se trouvaient les terres qui constituaient l'essentiel de son patrimoine (s'il était propriétaire foncier)³⁶. Autrement dit, pour reprendre les termes utilisés par C. Bur, «il déclarait son identité et affirmait ainsi son appartenance à la citoyenneté romaine. Il fournissait également des informations assez détaillées sur sa fortune, immobilière et mobilière, avant d'en proposer une évaluation monétaire. Les citoyens déjà interrogés au cens précédent ne faisaient que confirmer, en modifiant si besoin, les informations déjà inscrites sur les registres, au contraire des citoyens nouvellement émancipés, des esclaves fraîchement affranchis, ou des pérégrins récemment récompensés du droit de cité. Par conséquent, tout écart avec la déclaration précédente devait donner lieu à des questions et il est fort probable que l'estimation de la fortune débouchait sur de vives discussions: c'est de ce montant, en effet, que dépendait en grande partie l'inscription dans la centurie et, pour ceux qui parve-

³⁵ Gai., *Instit.*, I, 55: «Item in potestate nostra sunt liberi nostri, quos iustis nuptiis procreavimus. Quod ius proprium civium Romanorum est: fere enim nulli alii sunt homines, qui talem in filios suos habent potestatem, qualem nos habemus».

³⁶ Les deux critères d'inscription dans une tribu territoriale sont incidemment donnés par Diodore de Sicile (XX, 36, 4) à propos du *census* organisé par le censeur Appius Claudius Caecus en 312 (qu'il date de 310): «ἔδωκε δὲ τοῖς πολίταις καὶ τὴν ἐξουσίαν ἐν ὅποιᾳ τις βούλεται φυλῇ τάττεσθαι καὶ ὅποι προαιροῖτο τιμήσασθαι» («Il donna aux citoyens à la fois la possibilité de se faire inscrire dans la tribu de leur choix, et celle de faire recenser leurs biens là où ils préféraient»); voir M. Humm, *Appius Claudius Caecus*, cit., pp. 230-231; pp. 248-249; pp. 411-414; Id., *Tribus et citoyenneté: extension de la citoyenneté romaine et expansion territoriale*, in *Herrschaft ohne Integration? Rom und Italien in republikanischer Zeit*, M. Jehne et R. Pfeilschifter (éd.), Verlag Antike (Studien zur Alte Geschichte, 4), Fancfort/Main 2006, p. 39-64, en part. p. 48-50. D'autres critères pouvaient toutefois intervenir dans la détermination de la tribu, notamment s'il s'agissait d'affranchis ou de citoyens jugés «indignes» (pour lesquels l'inscription dans l'une des quatre tribus dites «urbaines» était normalement requise): cf. Liv., IX, 46, 14; XLV, 15, 1-2; XLV, 51, 9; Per., 20, 16; Plin., *NH*, XVIII, 13; voir M. Humm, *op. cit.*, pp. 243-247; p. 263 et p. 397.

naient à atteindre le cens requis, la sélection dans l'ordre équestre.» Car selon le principe de l'égalité géométrique, qui trouvait dans l'organisation centuriate sa plus parfaite expression institutionnelle (fig. 2)³⁷, «l'appartenance à une centurie déterminait à l'origine les droits et devoirs militaires, fiscaux et politiques du citoyen romain»³⁸.

³⁷ Voir C. Nicolet, *L'idéologie du système centuriate et l'influence de la philosophie politique grecque*, in *La filosofia greca e il diritto romano (Roma, 14-17 aprile 1973)*, 1, Accademia Nazionale dei Lincei, Rome 1976, pp. 111-137 (= Id., *Censeurs et publicains. Économie et fiscalité dans la Rome antique*, Fayard, Paris 2000, pp. 45-69); M. Humm, *Appius Claudius Caecus*, cit., pp. 366-371 et pp. 590-600.

³⁸ C. Bur, *La citoyenneté dégradée*, cit., p. 81; cf. aussi Th. Mommsen, *Le droit public*, Tome IV, cit., p. 52 et p. 75.

<i>Equites equo publico</i>	<i>Pedites</i>					<i>Inermes</i>	
	<i>Classis (clipeata)</i>	<i>Infra classem</i>				1 ^{er} ou 2 ^e classe et 4 ^e classe	Hors classes (<i>capite censi</i>)
	1 ^{er} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	4 ^e classe	5 ^e classe		
18 centuries	80 centuries (40 <i>iuiores</i> + 40 <i>seniores</i>)	20 centuries (10 <i>iuiores</i> + 10 <i>seniores</i>)	20 centuries (10 <i>iuiores</i> + 10 <i>seniores</i>)	20 centuries (10 <i>iuiores</i> + 10 <i>seniores</i>)	30 centuries (15 <i>iuiores</i> + 15 <i>seniores</i>)	2 centuries d'artisans + 2 centuries de musiciens	1 centurie (<i>proletarii</i>)
> 10 000 aeries gr.	> 10 000 aeries gr. (8 : 1)	> 7 500 aeries gr. (6 : 1)	> 5 000 aeries gr. (4 : 1)	> 2 500 aeries gr. (2 : 1)	> 1 250 aeries gr. (1 : 1)	< 1 250 aeries gr.	< 1 250 aeries gr.
100 h / centurie	125 h / centurie (1 : 1)	250 h / centurie (2 : 1)	500 h / centurie (4 : 1)	750 h / centurie (6 : 1)	1 000 h / centurie (8 : 1)	+ 2 000 h / cent. (?)	∞
1 800 h	10 000 h	5 000 h	10 000 h	15 000 h	30 000 h	8 200 h (?)	+ 80 000 h (?)
2,25 % (sur 80 000)	12,5 %	6,25 %	12,5 %	18,75 %	37,5 %	10,25 %	
Effectifs totaux de tous ceux «qui peuvent porter les armes» (Fabius Pictor) = 80 000 h ≤ 50 % de la population totale							≥ 50 % de la population totale

Figure 2: Proposition de reconstruction de l'organisation centuriate dite «servienne» d'après les sources littéraires (Cicéron, Tite-Live et Denys d'Halicarnasse)

3. Classes, ordines et dignitas: la définition des statuts civiques des citoyens

À l'origine, le citoyen romain se définissait avant tout comme un guerrier, ou plutôt comme un soldat au service de la communauté civique: il s'agit-là de la première raison sociale du citoyen à Rome, et elle a sans doute contribué à la définition du plus ancien statut civique dans cette cité³⁹. Les registres du cens (*tabulae censoriae*), qui étaient élaborés et périodiquement révisés à l'occasion du *census*, étaient au départ des listes de mobilisables, sur lesquelles était inscrit «tout mâle, à peine sorti de l'enfance, lorsqu'il <devenait> à dix-sept ans un *juvenis*»⁴⁰. En effet, la fonction primitive du *census* a été essentiellement (voire exclusivement) militaire, de manière à pouvoir «appeler» (*calare*) tout ceux qui étaient capables de se présenter avec l'équipement complet du hoplite⁴¹. Ceux-là constituaient la *classis* (*clipeata*), qui était forcément composée des citoyens les plus riches, tandis que les autres citoyens, incapables de financer leur équipement militaire parce que plus pauvres, constituaient l'*infra classem*, comme en atteste encore le discours de Caton en faveur de la loi *Voconia* (en 169 av. J.-C.)⁴²: ce sont ces distinctions socialo-militaires qui sont à l'origine des distinctions timocratiques entre les différentes classes censitaires à Rome (fig. 2)⁴³.

Dans ce contexte, la création, en 443, de la censure, c'est-à-dire d'une magistrature particulière pour mener les différentes opérations du *census*, peut s'expliquer par une diversification de l'infanterie hoplitique et par la nécessité de mobiliser une partie des *infra classem*,

³⁹ C. Nicolet, *Le métier de citoyen*, cit., pp. 122-128.

⁴⁰ *Ibi*, p. 128.

⁴¹ Voir *supra* n. 15.

⁴² Cat., *Orat.*, fr. 160 (n° 8) Malcovati = 115 Cugusi-Sblendorio (*ap.* Gell., *NA*, VI, 13, 1-3): «“Classici” dicebantur non omnes qui in quinque classibus erant, sed primae tantum classis homines, qui centum et viginti quinque milia aeris ampliusve censi erant. “Infra classem” autem appellabantur secundae classis ceterarumque omnium classium qui minore summa aeris, <quam> quod supra dixi, censebantur. Hoc eo strictim notavi, quoniam in M. Catonis oratione, qua Voconiam legem suasit, quaeri solet, quid sit “classicus”, quid “infra classem”». L'expression *infra classem* a également été définie par Festus (Verrius Flaccus) en termes timocratiques (Fest., p. 100 L.): «Infra classem significantur, qui minore summa quam centum et viginti milium aeris censi sunt».

⁴³ Voir M. Humm, *Appius Claudius Caecus*, cit., pp. 283-308.

donc des fantassins plus pauvres qui n'avaient pas les moyens de se procurer l'armement complet du hoplite. À côté de la *classis clipeata* (c'est-à-dire de la *classis* proprement dite, constituée des citoyens les plus riches formant la première classe de l'organisation dite «servienne», où les citoyens étaient censés avoir été équipés du *cli-peus*⁴⁴), ont pu alors apparaître, dans la deuxième moitié du V^e siècle, une deuxième, voire une troisième «classe», composée de citoyens qui disposaient d'un équipement militaire un peu moins complet et moins coûteux (cf. le *scutum*), à l'image de la description qui en est présentée par les sources «canoniques» sur le *census* (Cicéron, Tite-Live et Denys d'Halicarnasse)⁴⁵. On peut imaginer que le censeur avait alors pour mission, non pas d'estimer la richesse de chacun, mais de vérifier à quelle classe pouvait appartenir chaque citoyen en fonction de l'armement qu'il était capable de présenter. Autrement dit, la censure a été créée parce que l'opération du *census* était devenue plus complexe qu'auparavant, étant donné que l'*exercitus centuriatus* ne se limitait plus simplement à la *classis clipeata*, mais s'étendait dorénavant à des *infra classem*, c'est-à-dire à des citoyens qui disposaient d'un armement un peu moins complet, qu'il fallait désormais classer et répartir en fonction de l'importance de leur panoplie. Ceux des *infra classem* auxquels la pauvreté empêchait de se procurer un équipement suffisant faisaient alors partie des *humiles* qui restaient en-dehors de l'armée centuriate. Mais à partir du moment où l'organisation centuriate a été articulée en cinq classes censitaires composées de 193 centuries, comprenant des *equites*, plusieurs *ordines* de *pedites* et des *proletarii* (fig. 2), l'estimation des fortunes en vue d'un classement aussi complexe ne pouvait plus se faire que dans le cadre d'une estimation monétaire: or celle-ci ne peut dater au plus tôt que de la fin du IV^e siècle, avec le début du monnayage romain du bronze⁴⁶. Le système dit «servien» des cinq classes censitaires date donc de la fin du IV^e siècle, et a été probablement appli-

⁴⁴ Liv., I, 43, 2; Dion. Hal., *Ant. Rom.*, IV, 16, 2 (ἀσπίδες).

⁴⁵ Cic., *Rep.*, II, 39-40; Liv., I, 42, 4-43, 13; Dion. Hal., *Ant. Rom.*, IV, 16-21. Ces trois textes ont été qualifiés de «canoniques» par C. Nicolet, *L'ordre équestre*, cit., p. 17; Id., *L'idéologie du système centuriate*, cit., p. 111. Récapitulation et analyse des sources sur l'organisation servienne par R. Thomsen, *King Servius Tullius*, cit., pp. 144-148.

⁴⁶ M. Humm, *Appius Claudius Caecus*, cit., pp. 308-344.

qué pour la première fois dans toute sa complexité lors de la censure d'Appius Claudius Caecus en 312⁴⁷.

Au même moment, le domaine de compétence des censeurs (*censoria potestas*) s'est considérablement accru à la suite du vote du plébiscite ovinien (dit «*lex Ovinia*»), vers la fin du IV^e siècle. Celui-ci confia aux censeurs la tâche d'organiser le recrutement du sénat (*lectio senatus*), auparavant effectué par les consuls, et les sénateurs constituèrent dès lors le *summus ordo* dans l'État (*res publica*): là encore, la première censure qui semble avoir réellement assumé cette nouvelle tâche fut celle d'Appius Claudius Caecus en 312⁴⁸. Parallèlement, et sans doute depuis la même censure, les censeurs procédaient également à la revue des chevaliers (*recognitio equitum*), c'est-à-dire qu'ils vérifiaient, contrôlaient et éventuellement complétaient les rangs des 18 centuries de chevaliers disposant du privilège du cheval public (*equus publicus*) et bénéficiant de diverses indemnités financières, qui composaient l'ordre équestre (*ordo equester*)⁴⁹. Bref, le système censitaire de division en classes se superposait à une répartition des citoyens en fonction de leur rang (*ordo*) et de leurs mérites respectifs.

Les citoyens romains avaient en effet des statuts civiques différents et hiérarchisés, suivant le rang (*ordo*) que chacun occupait dans la société⁵⁰. Ces statuts civiques, reconnus officiellement par les institutions de la cité, n'étaient définis positivement par aucune loi. Par contre, ils étaient définis par certaines instances civiques, et notamment par les censeurs pendant la période républicaine, à travers les diverses opérations qui leur incombait. Dans son projet constitutionnel pour rétablir la République dans ses institutions traditionnelles, Cicéron attribue les fonctions suivantes aux censeurs:

⁴⁷ M. Humm, *Appius Claudius Caecus*, cit., pp. 357-372.

⁴⁸ *Ibi*, pp. 185-226. Pour une datation légèrement plus ancienne du *plebiscitum Ovinium* et de la *lectio senatus* censoriale (entre 339 et 334), voir T.J. Cornell, *The Lex Ovinia and the Emancipation of the Senate*, in *The Roman Middle Republic. Politics, Religion, and Historiography, c. 400 – 133 B.C.*, Ch. Bruun (éd.), Acta IRF, 23, Rome 2000, pp. 69-89 (= Id., in *The Roman Historical Tradition. Regal and Republican Rome*, J.H. Richardson et F. Santangelo [éd.], Oxford University Press [*Oxford Readings in Classical Studies*], Oxford 2014, pp. 207-237).

⁴⁹ M. Humm, *Appius Claudius Caecus*, cit., pp. 146-166.

⁵⁰ Voir *supra* n. 3, 4, 5 et 6.

«Censoris populi aevitates suboles familias pecuniasque censento, urbis templa vias aquas aerarium vectigalia tuento, populi que partis in tribus describunto, exin pecunias aevitatis ordinis partiunto, equitum peditumque prolem describunto, caelibes esse prohibento, mores populi regunto, probum in senatu ne relinquento. Bini sunt, magistratum quinquennium habento eaque potestas semper esto, reliqui magistratus annui sunt».

«Que les censeurs recensent dans le peuple les conditions d'âge, les descendants, l'ensemble des personnels domestiques (*familias*) et les fortunes (*pecunias*); qu'ils veillent sur les temples de la Ville, les routes, les eaux, le trésor (public) et les rentrées d'argent (*vectigalia*); qu'ils séparent en tribus les différentes parties du peuple, puis qu'ils distinguent les fortunes, les âges et les ordres; qu'ils répartissent les jeunes hommes entre cavaliers et fantassins; qu'ils empêchent qu'il y ait des célibataires; qu'ils règlent les mœurs du peuple, et ne laissent pas de situation infamante (*probrum*) au sénat; qu'ils soient deux et détiennent leur magistrature pendant cinq ans (mais que les autres magistratures soient annuelles), et que leur pouvoir effectif (*potestas*) soit en vigueur pour toujours»⁵¹.

Cicéron, *Traité des lois*, III, 7.

Lorsque Tite-Live introduit la réforme «servienne» par laquelle Servius Tullius aurait institué le *census* et l'organisation centuriate qui en découle, il écrit:

«Adgrediturque inde ad pacis longe maximum opus, ut quemadmodum Numa divini auctor iuris fuisset, ita Servium conditorem omnis in civitate discriminis ordinumque quibus inter gradus dignitatis fortunaeque aliquid interlucet posterius fama ferrent. Censum enim instituit, rem saluberrimam tanto futuro imperio, ex quo belli pacisque munia non viritim, ut ante, sed pro habitu pecuniarum fierent; tum classes centuriasque et hunc ordinem ex censu descripsit, vel paci decorum vel bello».

«Il entreprend alors la plus grande, et de loin, œuvre de paix: de même que Numa était à l'origine du droit divin, Servius est considéré par la postérité comme le fondateur de toute distinction (*discrimen*) dans la cité, ainsi que des ordres (*ordines*) par lesquels se montre une différence entre les degrés (*gradus*) de dignité (*dignitas*) et de fortune (*fortuna*). Il créa en effet le cens (*census*), institution très salubre pour la grandeur future de l'empire, par laquelle les charges de la guerre et de la paix ne furent plus établies par tête (*viritim*),

⁵¹ Traduction française d'après G. De Plinval, éd. de Cicéron, *Traité des lois*, Les Belles Lettres, Paris 1968, p. 84.

comme auparavant, mais selon l'état des richesses (*pro habitu pecuniarum*). Il répartit alors (*tum descripsit*), d'après le cens (*ex censu*), les classes et les centuries (*classes centuriasque*), et établit cette organisation (*hunc ordinem*) aussi admirable pour la paix que pour la guerre».

Tite-Live, *Histoire romaine*, I, 42, 4-5.

En fait, ce dont nous parle le texte de Tite-Live, c'est le rôle essentiel joué par les censeurs dans l'organisation des statuts civiques (ordres, classes, centuries, dignités) qui distinguent les citoyens entre eux et donnent à chacun sa place dans la société selon une organisation très hiérarchisée: celle-ci distingue, parmi les citoyens, différents ordres (*ordines*) selon les divers degrés (*gradus*) de dignité (*dignitas*) et de fortune (*fortuna*). Comme l'avait vu C. Nicolet, le mot *ordo* a ici «un sens juridique précis qui est intimement lié à l'existence du *census*»⁵²: il désigne «les divisions du peuple distinctes des classes censitaires, mais reconnues par les censeurs»⁵³. Autrement dit, contrairement à ce que pourrait laisser entendre une lecture trop rapide du texte de Tite-Live, le *census* organisé par les censeurs ne crée pas les différents *ordines*: l'organisation qui découle du *census* ne fait en réalité que refléter, aussi fidèlement que possible, la réalité sociale qui existait au préalable, à charge pour les censeurs de situer chaque individu à sa juste place dans l'organisation centuriate, en fonction de la fortune et de la dignité de chacun.

Dans la société romaine, les *ordines* étaient hiérarchisés selon leur dignité respective: il y avait en effet des *summi ordines* (l'*ordo senatorius* et l'*ordo equester*) et des *infimi ordines* (comme l'*ordo scribarum* ou l'*ordo libertinorum*). Les mots *ordo* ou *ordines* employés seuls renvoient généralement aux deux «ordres supérieurs» de la société romaine, l'*ordo senatorius* et l'*ordo equester*, comme dans l'expression cicéronienne *concordia ordinum*⁵⁴. Cette hiérarchie et ces distinctions entre *ordines* ne reposaient pas sur le principe de l'égalité arithmétique: contrairement à ce que laisse entendre Tite-Live, lorsqu'il écrit que «les charges de la

⁵² C. Nicolet, *L'ordre équestre*, cit., p. 166.

⁵³ *Ibi*, p. 167.

⁵⁴ Cf. H. Strasburger, *Concordia ordinum. Eine Untersuchung zur Politik Ciceros*, R. Noske, Borna-Leipzig 1931; Ph. Akar, *Concordia. Un idéal de la classe dirigeante romaine à la fin de la République*, Publications de la Sorbonne, Paris 2013, pp. 239-277.

guerre et de la paix ne furent plus établies par tête (*viritim*), comme auparavant», l'égalité arithmétique n'a jamais existé à Rome⁵⁵. La hiérarchie sociale qui découlait des *ordines* reposait en fait sur le principe de l'égalité géométrique, qui est le principe qui sous-tend toute l'organisation du cens (*hunc ordinem ex censu descripsit*)⁵⁶. Certes, la répartition (*descriptio*) des citoyens entre les centuries de *iuniores* et de *seniores* au sein d'une même classe censitaire dépendait de critères d'âge purement objectifs, mais il n'en allait pas nécessairement de même pour leur répartition entre les différentes «classes», et encore moins pour leur répartition entre les différents «ordres». La répartition des citoyens entre les différentes classes censitaires dépendait non seulement de la fortune de chacun (condition nécessaire, mais pas suffisante), mais aussi de leur dignité (*dignitas*). Quant à la répartition des citoyens dans les différents ordres (surtout dans les «ordres supérieurs»: *summi ordines*), elle dépendait exclusivement de la *dignitas* de chacun et de leur évaluation par les censeurs. Le classement des citoyens dans les tribus pouvait également refléter la *dignitas* ou l'absence de *dignitas* des citoyens: depuis la censure de 304, les *humiles* (citoyens pauvres, non propriétaires fonciers) et les *libertini* (nouveaux citoyens d'origine servile ou pérégrine⁵⁷) étaient systématiquement recensés dans l'une des quatre «tribus urbaines», devenues politiquement et socialement déclassées, et considérées comme «indignes»⁵⁸. Par conséquent, le reclassement de citoyens aisés, propriétaires terriens (donc des *boni*), qui devaient normalement être recensés au sein de la tribu où ils possédaient leurs biens fonciers, dans une des quatre tribus «urbaines», était perçu comme une sanction infamante⁵⁹.

⁵⁵ Liv., I, 43, 10: «Non enim, ut ab Romulo traditum ceteri servauerant reges, viritim suffragium eadem vi eodemque iure promisce omnibus datum est; sed gradus facti, ut neque exclusus quisquam suffragio videretur et vis omnis penes primores civitatis esset». Cf. C. Nicolet, *L'idéologie du système centuriate*, cit.

⁵⁶ Voir *supra* n. 37.

⁵⁷ J. Cels-Saint-Hilaire, *Les libertini: des mots et des choses*, in «Dialogues d'Histoire Ancienne» 11 (1985), pp. 354-360; Ead., *Citoyenneté et droit de vote: à propos du procès des Scipions*, in Ch. Bruun (éd.), *The Roman Middle Republic*, cit., pp. 177-194; Ead., *La République des tribus. Du droit de vote et ses enjeux aux débuts de la République romaine (495-300 av. J.-C.)*, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 1995, pp. 251-289.

⁵⁸ Voir *supra* n. 36.

⁵⁹ Plin., *NH*, XVIII, 13: «Rusticae tribus lauditissimae eorum qui rura haberent, urbanae vero, in quas transferri ignominia esset, desidia probo. Itaque quattuor solae erant, a partibus urbis, in quibus habitabant, Suburana, Palatina, Collina, Esquilina».

Toutefois, contrairement à l'âge ou à la fortune, la dignité (*dignitas*) est un critère relativement subjectif, qui dépendait largement de l'appréciation (*existimatio*) que pouvaient en faire les censeurs. Pour J. Hellegouarc'h, le mot *dignitas* recouvre trois sens distincts dans le vocabulaire politique romain:

- «la *dignitas* désigne tout d'abord la convenance de l'homme politique aux fonctions qu'il occupe ou qu'il désire remplir, et par voie de conséquence, le droit qu'il a à cette situation. [...] La *dignitas* est la qualité de celui qui est digne de remplir une fonction»⁶⁰;
- mais le mot *dignitas* «désigne aussi (et c'est même la valeur essentiel du mot dans ce domaine) la position qu'occupe le *nobilis* dans ce qu'il est convenu d'appeler l'échelle sociale. Il y a en effet des *gradus dignitatis*. Le degré de *dignitas* est commandé par l'accès aux magistratures [...]. La fonction de sénateur est elle-même une *dignitas* [...]»⁶¹;
- enfin le mot *dignitas* «exprime non seulement "ce qui est dû" au *dignus*, mais aussi ce que celui-ci "doit" en raison de la position qu'il occupe, c'est-à-dire des devoirs qui s'imposent au possesseur de la *fides* en fonction de ses capacités et des charges qu'il exerce»⁶².

Bref, «dans le domaine politique, comme dans les autres, ce qui caractérise la *dignitas*, c'est qu'elle marque à la fois les droits et les devoirs de celui qui la possède»⁶³: la *dignitas* d'un personnage correspond à l'attitude que l'on peut attendre de lui. La valeur du terme peut être morale, mais elle est surtout sociale et indique quel devait être le comportement d'un personnage dans une situation donnée, mais aussi la conformité de ses actes ou de son activité à sa position sociale ou à son rang (*gradus*). L'appréciation de la *dignitas* d'un citoyen dépend par conséquent grandement de critères subjectifs liés à l'éthique civique ou sociale du moment. Cette appréciation de la *dignitas* d'un citoyen pouvait d'abord être le résultat d'une opinion générale de la société ou de son entourage à son égard: c'est ce que j'appellerais la «*dignitas* sociale» et que C. Bur appelle, en cas d'in-

⁶⁰ J. Hellegouarc'h, *Le vocabulaire latin*, cit., p. 397.

⁶¹ *Ibi*, pp. 400-401.

⁶² *Ibi*, p. 406.

⁶³ *Ibi*, p. 408.

dignité patente reconnue par tous, «l'infamie latente»⁶⁴. La *dignitas* d'un citoyen pouvait en effet être prise en compte de manière positive ou négative. Prise de manière positive, la *dignitas* d'un citoyen permettait de classer celui-ci dans un *ordo* supérieur à celui qu'il occupait jusque-là: ainsi, au moment de la *lectio senatus* de Fabius Buteo en 216, Tite-Live écrit que «pour le remplacement de ceux qui étaient morts, <le dictateur> procédera de façon à faire voir qu'un rang avait été préféré à un autre et non un homme à un autre homme (*ut ordo ordini, non homo homini praelatus*)»⁶⁵. Comme le rang (*ordo*) occupé par chaque individu dans la société dépendait de sa *dignitas*, cela conduisit Fabius Buteo, après avoir recruté tous les anciens magistrats disponibles, à recruter «parmi ceux qui n'avaient pas exercé de magistratures, ceux qui avaient, fixées chez eux, les dépouilles prises à l'ennemi, ou qui avaient reçu une couronne civique», donc à recruter les citoyens les plus méritants et les plus «dignes»⁶⁶. Mais prise de manière négative, la *dignitas* insuffisante dont avait fait preuve un citoyen (et donc son «infamie latente») pouvait conduire les censeurs à le classer dans un «ordre» ou un «rang» inférieur à celui qu'il occupait (ou dans une des quatre tribus «urbaines»), et à procéder ainsi à une forme de dégradation civique. La prise en compte (positive ou négative) de la *dignitas* sociale d'un individu pour définir le rang (*ordo*) qu'il devait occuper au sein de la cité (en particulier au sein des *summi ordines*, mais pas seulement) dépendait de l'appréciation (*existimatio*) effectuée par les censeurs dans le cadre du *regimen morum*.

⁶⁴ C. Bur, *La citoyenneté dégradée*, cit., pp. 29-414.

⁶⁵ Liv., XXIII, 23, 4: «transcribi tantum recitarique eos iussurum, ne penes unum hominem iudicium arbitriumque de fama ac moribus senatoriis fuerit; et ita in demortuorum locum sublecturum ut ordo ordini, non homo homini praelatus videretur».

⁶⁶ Liv., XXIII, 23, 5-6: «Recitato vetere senatu, inde primos in demortuorum locum legit qui post L. Aemilium C. Flaminium censores curulem magistratum cepissent necdum in senatum lecti essent, ut quisque eorum primus creatus erat; tum legit qui aediles, tribuni plebis, quaestoresve fuerant; tum ex iis qui [non] magistratus cepissent, qui spolia ex hoste fixa domi haberent aut civicam coronam accepissent».

4. Le *regimen morum* des censeurs

Les sources associent souvent la censure avec le *regimen morum*, au point que cette fonction finit par caractériser et par définir la nature même de cette magistrature. Les témoignages littéraires les plus éloquents sont ceux fournis par Tite-Live, Denys d'Halicarnasse et Plutarque:

«Idem hic annus censurae initium fuit, rei a parva origine ortae, quae deinde tanto incremento aucta est, ut morum disciplinaeque Romanae penes eam regimen, senatui equitumque centuriis decoris dedecorisque discrimen, sub ditione eius magistratus, ius publicorum ius privatorumque locorum, vectigalia populi Romani sub nutu atque arbitrio essent».

«Cette même année vit le début de la censure, magistrature d'abord peu importante, mais qui se développa tellement, que par la suite les mœurs (*mores*) et la discipline romaines furent soumises à sa direction (*regimen*), que les questions d'honneur et de déshonneur au sénat et dans les centuries de chevaliers furent du ressort de cette magistrature, que la législation du domaine public et des terres privées, les redevances dues au peuple romain furent sous son jugement et à sa discrétion (*sub nutu ac arbitrio*)».

Tite-Live, *Histoire romaine*, IV, 8,2.

«Ῥωμαῖοι δὲ πᾶσαν ἀναπετάσαντες οἰκίαν καὶ μέχρι τοῦ δωματίου τὴν ἀρχὴν τῶν τιμητῶν προαγαγόντες ἀπάντων ἐποίησαν ἐπίσκοπον καὶ φύλακα τῶν ἐν αὐταῖς γινομένων, οὔτε δεσπότην οἰόμενοι δεῖν ὥμον εἶναι περὶ τὰς τιμωρίας οἰκετῶν οὔτε πατέρα πικρὸν ἢ μαλθακὸν πέρα τοῦ μετρίου περὶ τέκνων ἀγωγὰς οὔτε ἄνδρα περὶ κοινωνίαν γαμετῆς γυναικὸς ἄδικον οὔτε παῖδας γηραιῶν ἀπειθεῖς πατέρων οὔτε ἀδελφοὺς γνησίους τὸ πλεῖον ἀντὶ τοῦ ἴσου διώκοντας, οὐκ συμπόσια καὶ μέθας παννυχίους, οὐκ ἀσελγείας καὶ φθορὰς ἡλικιωτῶν νέων, οὐχ ἱερῶν ἢ ταφῶν προγονικὰς τιμὰς ἐκλιπούσας, οὐκ ἄλλο τῶν παρὰ τὸ καθῆκον ἢ συμφέρον τῇ πόλει πραττομένων οὐδέν».

«Les Romains, eux, en laissant grande ouverte chaque maison, et en étendant l'autorité des censeurs jusque dans la chambre à coucher, confiaient à cette magistrature le soin d'inspecter et de surveiller tout ce qui se passait à l'intérieur. Ils estimaient en effet qu'un maître ne doit pas faire preuve de cruauté en châtiant ses esclaves, un père d'une dureté ou d'une mollesse excessives dans l'éducation de ses enfants, un mari d'injustice dans sa vie commune avec la femme qu'il a épousée, les enfants de désobéissance envers leurs pères âgés, que des frères légitimes ne devaient pas revendiquer plus que des parts égales du patrimoine. Ils considéraient aussi qu'il ne fallait ni ban-

quets, ni beuveries durant toute la nuit, ni négligence, ni corruption des jeunes générations, et qu'on ne devait pas délaisser les honneurs dus aux ancêtres lors des cérémonies sacrées et des funérailles, ni rien faire d'autre qui allât contre le bien ou l'intérêt de l'État»⁶⁷.

Denys d'Halicarnasse, *Antiquités romaines*, XX, 13,3 = fr. 20. M Pittia.

«Τῆς δ' ὑπατείας κατόπιν ἔτεσι δέκα τιμητείαν ὁ Κάτων παρήγγειλε. κορυφή δέ τίς ἐστι τιμῆς ἀπάσης ἡ ἀρχὴ καὶ τρόπον τινὰ τῆς πολιτείας ἐπιτελείωσις, ἄλλην τε πολλὴν ἐξουσίαν ἔχουσα καὶ τὴν περὶ τὰ ἡθὴ καὶ τοὺς βίους ἐξέτασιν. οὔτε γὰρ γάμον οὔτε παιδοποιίαν τινὸς οὔτε δίκαιαν οὔτε συμπόσιον ᾧοντο δεῖν ἄκριτον καὶ ἀνεξέταστον, ὥς ἕκαστος ἐπιθυμίας ἔχοι καὶ προαιρέσεως, ἀφεῖσθαι, πολὺ δὲ μᾶλλον ἐν τούτοις νομίζοντες ἢ ταῖς ὑπαίθροις καὶ πολιτικαῖς πράξεσι τρόπον ἀνδρὸς ἐνορᾶσθαι, φύλακα καὶ σωφρονιστὴν καὶ κολαστὴν τοῦ μηδένα καθ' ἡδονὰς ἐκτρέπεσθαι καὶ παρεκβαίνειν τὸν ἐπιχώριον καὶ συνήθη βίον ἡροῦντο τῶν καλουμένων πατρικίων ἕνα καὶ τῶν δημοτικῶν ἕνα. τιμητὰς δὲ τούτους προσηγόρευον, ἐξουσίαν ἔχοντας ἀφελέσθαι μὲν ἵππον, ἐκβαλεῖν δὲ συγκλήτου τὸν ἀκολάστως βιοῦντα καὶ ἀτάκτως».

«Dix ans après son consulat, Caton brigua la censure. Cette magistrature est comme le sommet de tous les honneurs et en quelque sorte le couronnement de la carrière politique. Elle avait pour prérogative, entre beaucoup d'autres, l'examen des mœurs et des genres de vie. En effet, les Romains pensaient que ni le mariage, ni la procréation des enfants, ni le train de vie, ni les banquets ne devaient être exempts de surveillance et de contrôle et abandonnés aux désirs ou aux caprices de chacun; ils croyaient qu'un homme se révèle mieux dans ses actes que dans ceux de la vie publique et politique. Ils chargèrent donc deux magistrats d'observer, de corriger, de châtier quiconque se laisserait aller à l'amour du plaisir et s'écarterait du genre de vie traditionnel à Rome, et ils choisissaient deux hommes pour cet office: l'un parmi ceux qu'on appelle patriciens et l'autre parmi les plébéiens. On donnait à ces magistrats le nom de censeurs. Ils avaient le droit d'ôter son cheval à un chevalier et d'exclure du sénat celui qui menait une vie licencieuse et déréglée»⁶⁸.

Plutarque, *Vie de Caton l'Ancien*, 16, 1-3.

Le *regimen morum* était mené parallèlement aux opérations du *census*, ce qui explique d'ailleurs l'absence des censeurs au moment de la comparution individuelle et de la *professio* des citoyens (voir *su-*

⁶⁷ Traduction française sous la direction de S. Pittia, éd. de Denys d'Halicarnasse, *Rome et la conquête de l'Italie aux IV^e et III^e s. avant J.-C.*, Les Belles Lettres, Paris 2002, p. 394.

⁶⁸ Traduction française de R. Flacelière et É. Chambry, éd. de Plutarque, *Vies*, cit., p. 92.

pra l'étude du relief dit «de Domitius Ahenobarbus»). Cela montre que le *regimen morum* semble bien avoir été la mission spécifique des censeurs au moment du *census*⁶⁹. Mais l'expression *regimen morum* n'est nulle part définie de manière très claire par les sources, et apparaît en réalité sous diverses formes. Tite-Live est l'un des rares à utiliser l'expression *regimen morum*, mais Cicéron et lui utilisent aussi à plusieurs reprises l'expression *mores regere*⁷⁰. Cicéron, quant à lui, utilise également les expressions *moribus praepositus*, *moribus prae-fuisse* et *magister morum*⁷¹. A.E. Astin en a déduit que l'expression *regimen morum*, ou *mores regere*, même si elle correspondait à une responsabilité spécifique des censeurs, n'a jamais reçu formellement de définition claire de son contenu. Le terme de *mores* lui-même reste assez imprécis et général, et désigne approximativement: la conduite, les manières, les coutumes et les usages, et enfin le style de vie et les habitudes. Le but du *regimen morum* était d'en vérifier la conformité avec le *mos maiorum*, c'est-à-dire avec les pratiques considérées comme traditionnelles et normatives à un moment donné⁷². Il n'existe donc pas de définition juridique claire pour la *cura morum*, ce qui signifie que celle-ci ne pouvait pas faire partie des attributions primitives de la censure: comme l'indique d'ailleurs lucidement Tite-Live, le *regimen morum* est une responsabilité qui est apparue ultérieurement parmi les missions confiées aux censeurs⁷³. Enfin, cette responsabilité ne semble pas avoir fait l'objet d'une mesure législative ou juridique particulière, par exemple par le vote d'une loi qui aurait explicitement confié le *regimen morum* aux censeurs à un moment précis.

L'existence du *regimen morum* est donc le produit d'une évolution historique et institutionnelle: cette première conclusion rejoint l'affirmation de Tite-Live selon qui la censure aurait d'abord connu des origines modestes. D'autre part, le *regimen morum* ne correspond pas

⁶⁹ Voir A.E. Astin, *Regimen morum*, cit.

⁷⁰ Liv., IV, 8, 2 (*supra* n. 17); XLII, 3, 7; Cic., *Rep.*, II, 45; cf. aussi Sen., *benef.*, VII, 1, 2; Gai., *Instit.*, I, 1.

⁷¹ Cic., *Pro Cluent.*, 119 e 129; *Ad fam.*, 76; *De prov. consular.*, 46; *In Pison.*, 9.

⁷² Cf. W. Blösel, *Die Geschichte des Begriffes mos maiorum von den Anfängen bis zu Cicero*, in *Mos maiorum. Untersuchungen zu den Formen der Identitätsstiftung und Stabilisierung in der römischen Republik* (Historia Einzelschriften 141), Steiner, Stuttgart 2000, pp. 25-97.

⁷³ Liv., IV, 8, 2 (*supra*, p. 111).

à une responsabilité particulière exercée en tant que telle, mais il est toujours associé à d'autres responsabilités liées à la censure, comme le montre le texte du scoliaste qui commente le texte de Cicéron:

«Hi (sc. censores) prorsus cives sic notabant: ut, qui senator esset, eiceretur senatu; qui eques R., equum publicum perderet; qui plebeius, in Caeritum tabulas referretur et aerarius fieret ac per hoc non esset in albo centuriae suae, sed ad hoc [non] esset civis tantummodo, ut pro capite suo tributi nomine aera praeberet».

«Les censeurs notaient les citoyens de cette manière: celui qui était sénateur, ils l'expulsaient du Sénat; celui qui était chevalier, ils lui enlevaient son cheval public; celui qui était simple plébéen, ils l'inscrivaient sur les registres des Cérètes, et le faisaient *aerarius*, ce qui avait pour effet qu'il n'était plus inscrit sur le registre de sa centurie. Il restait citoyen en ce sens seulement qu'il payait sa contribution <au trésor public> à titre individuel, en son nom propre».

Ps.-Asconius, p. 103 Orelli = p. 189, 17-21 Stangl.

Selon le scoliaste, les censeurs punissaient (*notabant*) les citoyens de la manière suivante: celui qui était sénateur était exclu du sénat, celui qui était chevalier était privé de son cheval public, et celui qui était plébéen était inscrit sur les tables des Cérètes et fait *aerarius*. Selon le statut de chacun, le *regimen morum* apparaissait par conséquent au moment de la *lectio senatus*, de la *recognitio equitum*, ou bien, de manière générale, au moment du *census*. Le *regimen morum* des censeurs avait en effet pour but d'attribuer à chaque citoyen sa juste place parmi les *ordines* de la société, en fonction non seulement de la fortune de chacun, mais aussi de sa *dignitas*. Nous avons vu que la *dignitas* d'un citoyen correspondait à l'attitude ou au comportement que l'on pouvait attendre de lui en fonction de son rang (*ordo*) dans la société. La *dignitas* était donc proportionnelle au rang occupé par chacun (selon son *gradus dignitatis*): plus le rang de l'*ordo* dans lequel était placé un citoyen était élevé, plus sa dignité était élevée. Mais à cette *dignitas* correspondaient aussi des devoirs (*officia*), et plus la dignité était élevée, plus les devoirs étaient importants, suivant le principe de l'égalité géométrique et de la proportionnalité des droits et des devoirs⁷⁴. Si

⁷⁴ Cic., Rep., II, 40: «Ita nec prohibebatur quisquam iure suffragii, et is valebat in suffragio plurimum, cuius plurimum intererat esse in optimo statu civitatem». Liv., I, 43, 9-10: «Haec

donc un citoyen n'avait pas une attitude conforme à sa *dignitas*, les censeurs pouvaient le changer de rang (*ordo*) afin que celui-ci soit de nouveau conforme à sa *dignitas* réelle: *stricto sensu*, le *regimen morum* des censeurs n'était pas un système coercitif de punitions, mais seulement un moyen de contrôler et d'attribuer à chacun sa «juste» place au sein de la société de la République romaine.

Mais dans cette société hiérarchisée construite sur la *dignitas* individuelle et collective, être chassé d'un *ordo* pour rejoindre un *ordo* inférieur en dignité provoquait nécessairement la ruine de la réputation, la honte et l'ignominie. C'est précisément ce qui arrivait aux sénateurs chassés du sénat, comme le dit explicitement Festus:

«qui praeteriti essent et loco moti, haberentur ignominiosi».

«ceux qui étaient omis et chassés de leur place, étaient couverts de honte».

Festus, p. 290 L., s.v. «Praeteriti senatores».

C'est d'ailleurs aussi ce qu'indique Cicéron:

«Censoris iudicium nihil fere damnato obfert nisi ruborem. Itaque ut omnis ea iudicatio versatur tantummodo in nomine, animadversio illa ignominia dicta est».

omnia in dites a pauperibus inclinata onera. deinde est honos additus. Non enim, ut ab Romulo traditum ceteri servaverant reges, viritim suffragium eadem vi eodemque iure promisce omnibus datum est; sed gradus facti, ut neque exclusus quisquam suffragio videretur et vis omnis penes primores civitatis esset; equites enim vocabantur primi, octoginta inde primae classis centuriae; ibi si variaret quod raro incidebat secundae classis; nec fere unquam infra ita descenderunt ut ad infimos per venirent». Dion. Hal., *Ant. Rom.*, IV, 9, 7: «ἵνα δὲ καὶ τὰς εἰς τὸ δημόσιον γινομένας εἰσφοράς, δι' ἃς οἱ πένητες ἐπιβαροῦνται τε καὶ ἀναγκάζονται δανείσματα ποιεῖν, κουφοτέρας εἰς τὸ λοιπὸν φέρητε, τιμήσασθαι τὰς οὐσίας ἅπαντας κελεύσω καὶ ἀπὸ τοῦ τιμήματος ἕκαστον εἰσφέρειν τὸ ἐπιβάλλον, ὥς ἐν ταῖς μεγίσταις καὶ εὐνομωτάταις πόλεσι πυνθάνομαι γινόμενον, δίκαιόν τε καὶ συμφέρον τῷ κοινῷ τοῦθ' ἡγοῦμενος τοὺς μὲν πολλὰ κεκτημένους πολλὰ εἰσφέρειν, τοὺς δ' ὀλίγα ἔχοντας ὀλίγα». VII, 59, 9: «οἱ μὲν οὖν συναγωνιζόμενοι Μαρκίῳ ταύτην ἡξίουσαν καλεῖν τὴν ἀπὸ τῶν τιμημάτων ἐκκλησίαν ὑπολαμβάνοντες τάχα μὲν ἐπὶ τῆς πρώτης κλήσεως ὑπὸ τῶν ὀκτῶ καὶ ἐνενήκοντα λόγων ἀπολυθήσεσθαι τὸν ἄνδρα, εἰ δὲ μή γ' ὑπὸ τῆς δευτέρας ἢ τρίτης. οἱ δὲ δῆμαρχοι ταῦθ' ὑφορώμενοι καὶ αὐτοὶ τὴν φυλετικὴν ἐκκλησίαν ᾤοντο δεῖν συνάγειν καὶ τοῦ ἀγῶνος ἐκείνην ποιῆσαι κυρίαν, ἵνα μήθ' οἱ πένητες τῶν πλουσίων μειονεκτῶσι μήθ' οἱ ψιλοὶ τῶν ὀπλιτῶν ἀτιμότεραν χώραν ἔχωσι, μήτ' ἀπερριμμένον εἰς τὰς ἐσχάτας κλήσεις τὸ δημοτικὸν πλῆθος ἀποκλείηται τῶν ἴσων, ἰσόψηφοι δὲ καὶ ὁμότιμοι πάντες ἀλλήλοις γεγόμενοι μιᾷ κλήσει τὴν ψῆφον ἐπενέγκωσι κατὰ φυλάς». XI, 45, 3: «[...] ἐν μὲν ταῖς φυλετικαῖς ἐκκλησίαις οἱ δημοτικοὶ καὶ πένητες ἐκράτουν τῶν πατρικίων, ἐν δὲ ταῖς λοχίτισιν ἐκκλησίαις οἱ πατρικιοὶ παρὰ πολὺ τῶν ἄλλων ἐλάττους ὄντες περιῆσαν τῶν δημοτικῶν». Sur la définition du principe de l'égalité géométrique, voir *supra* n. 37.

«Le jugement du censeur n'inflige généralement rien au condamné si ce n'est la rougeur <de la honte>. C'est pourquoi, comme tout ce jugement ne concerne que le (re)nom, cette remontrance est appelée ignominie».

Cicéron, *La République*, IV, 7, fr. 5 (*ap. Non.*, p. 24,5 L.).

De la même manière, pour Valère Maxime, c'est précisément la rougeur de la honte (*rubor*) ressentie après leur éviction du sénat qui incita C. Geta et M. Valerius Messala à se surpasser pour pouvoir plus tard mériter d'accéder à la censure⁷⁵. La sanction des censeurs (*nota censoria*) ne touchait par conséquent que la réputation d'un individu, c'est-à-dire son «renom»: l'*ignominia* devait avoir, à l'origine, le sens concret de «l'absence du nom» (*in+gnomen*) sur la liste (*album*) du sénat, et c'est précisément l'absence d'un «nom» normalement attendu, mais qui avait été «omis» (*praeteritus*), qui provoquait l'*ignominia* et donc la «honte»⁷⁶. Cette forme de «dégradation civique» et sociale était en fait une punition qui pouvait concerner n'importe quel citoyen, quel que fût son rang ou son ordre, lorsqu'il était sanctionné par les censeurs dans le cadre du *regimen morum* (même si la honte ressentie devait être d'autant plus forte que le rang occupé dans la cité était élevé).

Comme le dit Tite-Live, le *regimen morum* n'appartenait pas aux compétences originelles des censeurs. Il est né, en fait, de l'accroissement de leurs compétences et de leurs pouvoirs suite aux grandes réformes institutionnelles qu'a connu l'État romain vers la fin du IV^e siècle. Parmi celles-ci, l'attribution de la *lectio senatus* aux censeurs par la «loi *Ovinia*» joua un rôle décisif⁷⁷. En leur attribuant cette nouvelle tâche, la «loi» leur prescrivit de choisir (*legere*) les sénateurs «parmi les meilleurs de chaque ordre» (*optimum quemque*) au sein de la cité, et d'omettre (*praeterire*) les noms de ceux qui ne s'étaient pas

⁷⁵ Val. Max., II, 9,9: «C. Geta, cum a L. Metello et Cn. Domitio censoribus senatu motus esset, postea censor factus est. Item M. Valerius Messala censoria nota perstrictus censoriam postmodum potestatem impetravit. Quorum ignominia virtutem acuit: rubore enim eius excitati omnibus viribus incubuerunt, ut digni civibus viderentur, quibus dari potius quam obici censura deberet».

⁷⁶ Cf. A. Walde et J.B. Hofmann, *Lateinisches etymologisches Wörterbuch* (Indogermanische Bibliothek: 1. Abteilung, Lehr- und Handbücher: 2. Reihe; Wörterbücher, 1), Winter, Heidelberg 2008⁶ (1938³), vol. 1, s.v. «*Ignominia*»; G. Piéri, *L'histoire du cens*, cit., pp. 113-115.

⁷⁷ Voir *supra* n. 48.

montrés dignes d'y rester (et qui étaient *loco moti*) ou d'y rentrer⁷⁸. Par conséquent, les censeurs étaient en quelque sorte devenus responsables de la constitution de l'ordre sénatorial (*ordo senatorius*) républicain, dont ils contrôlaient la légitimité par l'exercice d'un contrôle moral appelé *regimen morum*⁷⁹. En confiant aux censeurs la mission de sélectionner «les meilleurs de chaque ordre» pour constituer le sénat, le plébiscite ovinien est en effet directement à l'origine de l'apparition du *regimen morum*⁸⁰. En fait, à partir de la fin du IV^e siècle, les censeurs ont obtenu divers moyens leur permettant d'exercer un contrôle sur le rang (*ordo*) ou la position sociale de chaque citoyen dans la cité, puisque la réforme du sénat romain coïncide approximativement avec la réorganisation, dans sa forme classique et «servienne», de l'organisation centuriate des 193 centuries⁸¹. L'apparition du *regimen morum* coïncide par ailleurs avec la naissance et l'affirmation de la nouvelle *nobilitas* patricio-plébéienne: celle-ci exprimait une nouvelle conception de la cité qui reposait sur des principes aristocratiques qui en faisaient une véritable «méritocratie»⁸². Le *regimen morum* était ainsi la conséquence logique d'une redéfinition de la citoyenneté fondée sur le principe de l'égalité géométrique.

Comme l'indique le témoignage du Pseudo-Asconius cité ci-dessus, le contrôle exercé par les censeurs s'appuyait sur des processus

⁷⁸ Fest., p. 290 L., s.v. «Praeteriti senatores: Praeteriti senatores quondam in opprobrio non erant, quod, ut reges sibi legebant, sublegebantque, quos in consilio publico haberent, ita post exactos eos consules quoque et tribuni militum consulari potestate coniunctissimos sibi quo{s} que patriciorum, et deinde plebeiorum legebant; donec Ovinia tribunicia intervenit, qua sanctum est, ut censores ex omni ordine optimum quemque curiati<m> in senatu<m> legerent. Quo factum est, ut qui praeteriti essent et loco moti, haberentur ignominiosi».

⁷⁹ M. Humm, *Appius Claudius Caecus*, cit., pp. 214-219.

⁸⁰ Id., *Il regimen morum dei censori e le identità dei cittadini*, in *Homo, caput, persona. La costruzione giuridica dell'identità nell'esperienza romana. Dall'epoca di Plauto a Ulpiano*, A. Corbino, M. Humbert et G. Negri (éd.), IUSS Press (Pubblicazioni del CEDANT, 6), Pavie 2010, pp. 283-314.

⁸¹ M. Humm, *Appius Claudius Caecus*, cit., pp. 283-308.

⁸² K.-J. Hölkeskamp, *Die Entstehung der Nobilität. Studien zur sozialen und politischen Geschichte der römischen Republik im 4. Jhdt v. Chr. (2. erweiterte Auflage)*, Steiner, Stuttgart, 2011² (1987); Id., *Reconstruire une République. La «culture politique» de la Rome antique et la recherche des dernières décennies*, Les Éditions Maison, Nantes 2008, pp. 87-95; M. Humm, *Forma virtutei parissima fuit: les valeurs helléniques de l'aristocratie romaine à l'époque (médio-)républicaine (IV^e – III^e siècles)*, in *Aristocratie antique. Modèles et exemplarité sociale*, H.-L. Fernoux et Ch. Stein (éd.), Éditions universitaires de Dijon, Dijon 2007, pp. 101-126.

d'exclusion qui pouvaient porter atteinte à l'un des statuts civiques des citoyens:

- l'exclusion du sénat et de l'ordre sénatorial pour un sénateur (*praeteritus et loco motus* – cf. Fest., p. 290 L., s.v. *Praeteriti senatores*), lors de la *lectio senatus*;
- l'exclusion de l'ordre équestre pour un chevalier (*equum adimere*), lors de la *recognitio equitum*;
- l'exclusion de sa centurie ou de sa tribu pour n'importe quel citoyen («animadversio censoria: “tribu movere et aerarium facere”» – Liv., IV, 24,7), lors du *census* des citoyens.

Selon Tite-Live, la magistrature de la censure créée en 443 se développa tellement par la suite que «les mœurs (*mores*) et la discipline romaines furent placées sous sa direction (*regimen*), si bien qu'au sénat et dans les centuries de chevaliers, la distinction (*discrimen*) de ce qui était digne (*decoris*) et de ce qui était indigne (*dedecoris*) était placé sous l'autorité (*sub dicione*) de cette magistrature» (IV, 8, 2). La société d'ordres qu'était celle de la République romaine et la «méritocratie» qui en constituait le principe de gouvernement rendaient ainsi indispensable l'organisation périodique du *regimen morum*.

Du coup, on comprend également le déclin de la censure à la fin de la République, qui accompagne celui des principes politiques et idéologiques sur lesquels reposait le consensus républicain. Dans sa thèse sur l'infamie, C. Bur a souligné comment ce déclin de la censure est allé de pair avec une «juridicisation» croissante de l'infamie: il analyse ainsi l'émergence de la catégorie juridique des infâmes à partir de l'époque des Gracques, lorsque des lois décidèrent de punir certains délits par des peines infamantes, c'est-à-dire des limitations diverses des droits civiques (de l'interdiction d'exercer une magistrature à celle de témoigner)⁸³. Outre les conduites répréhensibles, certaines activités ou certains métiers pouvaient aussi entraîner l'infamie (comme les métiers du sexe ou de l'arène). La logique cumulative de ces lois amena progressivement la constitution de listes d'infâmes, souvent divergentes dans le détail, dont l'*Édit du préteur* et le *Digeste* nous donnent l'aboutissement⁸⁴. C'est ainsi que le déclin de la censure, à la fin

⁸³ C. Bur, *La citoyenneté dégradée*, cit., pp. 415-762.

⁸⁴ *Ibi*, pp. 764-871.

de la République, en allant de pair avec la «juridicisation» croissante de l'infamie, aboutit, ici comme ailleurs, à la remise en ordre organisée par Auguste et Tibère au début du Principat.

Abstract

Society in the Roman Republic was shaped by ideological and social principles rooted in aristocratic ideas which justified the social hierarchies – ranks and orders – linked to property ownership, but also determinants of civic status. The institution of the census allowed the management and regulation of this hierarchical distribution. Civic status was defined on grounds of ordo, classis and dignitas. The first two notions were based on objective criteria, linked to a citizen's function or his estimated property, while the last was based on the censors' evaluation (existimatio) within the framework of the regimen morum.

